

Faits et Bruits. L'instruction primaire.

L'œuvre la plus méritoire de la République, nous l'avons dit souvent, mais nous ne saurions trop le répéter, c'est l'admirable expansion de l'instruction primaire. Par suite de cet enseignement, les masses profondes de la nation ont été, pour ainsi dire, appelées à une vie nouvelle, La République, tout en s'occupant de leur bien-être matériel, n'a cessé d'avoir en vue leurs besoins moraux.

Elle a voulu faire en même temps que des hommes libres, des citoyens éclairés.

Jamais, lisons-nous dans le **rapport quinquennal**, que le ministre de l'instruction publique vient d'adresser à M. Grévy, jamais, l'opinion publique ne s'était préoccupée avec tant de sollicitude de l'enseignement primaire ; jamais peut-être dans tous les rangs de la société et dans tous les partis, l'émulation n'a été plus grande que de nos jours. C'est ce qu'attestent la place qu'ont occupée les questions d'enseignement dans les débats parlementaires, l'importance des lois qui ont été votées, la libéralité avec laquelle le Parlement a voté les services de l'instruction publique.

A son tour, la statistique nous apporte la preuve que ce mouvement des idées s'est traduit dans les faits et que le pays a obtenu des résultats qui répondent à ses efforts. Voici ce que nous apprend l'*Officiel* du dimanche.

En 1877, il y avait en France 71,547 écoles primaires de tout ordre, non compris les écoles maternelles ; nous en trouvons 75,635 en 1882.

Il y avait 110,709 instituteurs et institutrices en 1877; nous en trouvons 124,965 en 1882.

Le nombre des élèves inscrits s'est élevé, pendant cette période, de 4,716,935 à 5,341,211, sans compter les 614,384 enfants qui sont dans les écoles maternelles. Le progrès a continué et l'année 1882-1883, dont nous connaissons aujourd'hui les résultats accuse un nouvel accroissement de 90,940 inscriptions.

Un des faits particuliers à cette période est *la transformation d'une partie des écoles publiques congréganistes en écoles laïques.*

Les 13,205 écoles publiques congréganistes qui existaient en 1877 se trouvent réduites en 1882, par suite des votes des conseils municipaux *en faveur de la laïcité*, au chiffre de 11,265, soit une diminution de 1,940.

De tels résultats n'ont pas été obtenus sans sacrifices :

Le budget de l'instruction primaire pour 1882 s'élève au chiffre de 132 millions. Dans cette somme, la participation de l'Etat est de 87 millions 1/2 ; celle des départements de 17 millions 1/2 ; celle des communes, — sans y comprendre leurs dépenses facultatives et extraordinaires, — de 27 millions.

Il faut encore ajouter à ces dépenses les subventions considérables que l'Etat accorde aux communes pour la construction d'écoles primaires sur les fonds de la *Caisse des lycées, collèges et écoles primaires.*

Ce sont là de lourdes charges : mais qui donc oserait reprocher à la République de les avoir assumées, si ce n'est *ce parti pour qui la diffusion des lumières est un cruel reproche de l'obscurantisme qu'on pratiquait sous les rois ?*

Le Finistère, 26 juillet 1884